Libéral *versus* colonial, sortir de la contradiction ?

Pour une étude positive de la proposition toquevillienne d'une
« colonisation naturelle »

Alix Héricord

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3423>

DOI : 10.4000/labyrinthe.3423

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 11 janvier 2008

Pagination : 29-40

ISBN : 9782952613163

Référence électronique

Alix Héricord, « Libéral *versus* colonial, sortir de la contradiction ? », *Labyrinthe* [En ligne], 29 | 2008 (1), mis en ligne le 11 janvier 2010, consulté le 17 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3423> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.3423>

LIBÉRAL VERSUS COLONIAL, SORTIR DE LA CONTRADICTION

Pour une étude positive de la proposition tocquevillienne d'une « colonisation naturelle »

Alix HÉRICORD
alix.hericord@iue.it

La redécouverte à la fin des années 1980 des textes d'Alexis de Tocqueville dédiés à la colonisation algérienne a, pour l'essentiel, alimenté la question de leur compatibilité avec son *opus magnum* américain, et servi à tester la valeur du libéralisme tocquevillien, voire du libéralisme en général. Ces textes, longtemps méconnus en raison de leur vocation immédiatement pratique, négligés voire occultés par les trompettes de la renommée qui se saisirent de Tocqueville à partir des années 1960, maintenant qu'ils ont été réveillés d'un long sommeil, sont le plus souvent présentés comme compromettants pour la légende dorée du « penseur de la démocratie moderne »¹. Tocqueville, de fait, s'y montre résolument partisan de la politique coloniale française en Algérie, et compte tenu des « nécessités » de la conquête y affirme souscrire à la politique de terreur et de *razzias* menée par le maréchal Bugeaud². Face Hyde, nationaliste et violente, d'un Janus bicéphale dont la face Jekyll serait la très libérale et tempérée *De la démocratie en Amérique*, ils sont utilisés dans le cadre d'une stratégie

1. Voir Olivier Le Cour Grandmaison, « Les impasses du débat sur la torture en Algérie. Quand Tocqueville légitimait les boucheries », *Le Monde diplomatique*, juin 2001, p. 12.

2. Les textes les plus « compromettants » se trouvent dans le *Travail sur l'Algérie*, octobre 1841, et dans le chapitre se demandant « Quelle espèce de guerre on peut et on doit faire aux Arabes ». Tocqueville y dénonce notamment une attitude trop exclusivement philanthropique : « J'ai souvent entendu en France des hommes que je respecte, mais que je n'approuve pas, trouver mauvais qu'on brûlât les moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'emparât des hommes sans armes, des femmes et des enfants. Ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre. » Tocqueville, *Sur l'Algérie*, Paris, Garnier-Flammarion, 2003, p. 112.

de dévoilement ou à tout le moins perçus comme porteurs de contradictions.

Or, cette lecture dénonciatrice, quoi qu'elle en ait, nous semble en réalité prolonger l'enfermement de Tocqueville dans une figure stéréotypée et idéologique du libéralisme, et par contrecoup méconnaître l'effectivité de la technologie gouvernementale qu'il propose pour les colonies. C'est pourquoi, après avoir retracé les péripéties entourant la (non)réception des textes algériens de Tocqueville, nous tenterons, à rebours d'une perspective que guiderait la catégorie de libéralisme aujourd'hui largement fossilisée par l'histoire des idées, de revenir sur ces textes en nous situant au ras du programme qui est le leur. C'est sur l'approche éminemment heuristique que Michel Foucault propose du libéralisme non comme une idéologie mais comme « principe et méthode de rationalisation de l'exercice du gouvernement sous la règle interne de l'économie maximale³ », que nous nous appuierons pour suivre la ligne de crête du colonialisme libéral de Tocqueville : comment ne pas trop gouverner dans un espace, la colonie, que spécifie néanmoins un besoin chronique d'intervention étatique bien supérieur à celui de la métropole ?

LA RÉCEPTION DES TEXTES COLONIAUX DE TOCQUEVILLE : ENTRE OCCULTATION ET DÉVOILEMENT

Méconnaissance, puis occultation militante du Tocqueville colonialiste

Entre 1837 et 1848, Tocqueville manifeste un intérêt soutenu pour les affaires coloniales, et plus spécifiquement pour la grande affaire française qu'est en train de devenir l'Algérie, mais aussi à titre comparatif pour l'Inde coloniale britannique. De cet intérêt émane à chaud toute une série de textes de circonstance qui sont soit directement liés à la pratique politique de Tocqueville – notamment comme député spécialisé dans les questions coloniales à partir de 1839 –, soit intriqués à sa façon de travailler, et qui dans tous les cas n'ont aucune vocation à être réunis dans un ouvrage⁴.

3. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France. 1978-1979*, Paris, Gallimard/Seuil, 2004, p. 323.

4. Le seul projet livresque que Tocqueville ait nourri sur la colonisation concerne l'établissement des Anglais dans l'Inde britannique ; et il fut assez rapidement abandonné. Voir l'introduction de Jean-

La première édition des *Œuvres complètes* de Tocqueville, assurée de façon posthume par son ami Gustave de Beaumont entre 1864 et 1866, et qui domine le long premier moment de la réception de Tocqueville exclut, pour des raisons qui tiennent à la conjoncture du Second Empire, une grande partie des textes liés à l'activité politique de Tocqueville, et notamment presque tous ceux consacrés à la colonisation de l'Algérie et de l'Inde, qui restent inédits ou dispersés.

Il faut attendre 1951 pour que Gallimard, notamment sous l'impulsion de Raymond Aron, relance le chantier des œuvres complètes de Tocqueville, et 1962, soit plus d'un siècle, pour que l'intégralité des textes coloniaux de Tocqueville accède à la publication. Et ça n'est qu'à partir des années 1980 qu'ils font l'objet de deux rééditions séparées⁵. Fait apparemment plus étonnant si l'on considère le succès de Tocqueville outre-Atlantique, leur première traduction en langue anglaise ne date que de 2001⁶.

Si la longue méconnaissance des textes algériens de Tocqueville trouve quelque explication dans le statut même de ces textes et l'ombre portée par l'édition Beaumont, elle tient aussi à leur occultation persistante et presque militante dans le cadre de ce que d'aucuns ont récemment appelé la « canonisation libérale de Tocqueville⁷ » pour désigner ce processus qui, avec Raymond Aron pour initiateur et de larges cercles intellectuels et mondains pour relais, se saisit à partir des années 1950 de Tocqueville et l'érige en prophète de la démocratie libérale et moderne. Il ne nous revient pas ici de nous attarder sur les causes et le détail d'un processus déjà exploré par ailleurs⁸, mais seulement de nous pencher rapidement sur ce qu'il induit : la nécessité d'éliminer ou du moins de lisser ce que la légende dorée libérale de Tocqueville peinerait à assimiler. De fait, lorsqu'en 1967 Aron publie

Jacques Chevallier et André Jardin dans Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes*, t. III, *Écrits et Discours politiques*, liv. I, Paris, Gallimard, 1962, p. 16-17.

5. Il s'agit de la présentation de Tzvetan Todorov sous le titre, *De la colonisation de l'Algérie*, Bruxelles, Complexe, 1988, et de celle de Seloua Luste Boulbina, dans Tocqueville, *Sur l'Algérie*, *op. cit.*

6. Jennifer Pitts, *Writings on Empire and Slavery. Alexis de Tocqueville*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 2001.

7. Claire Le Strat, Willy Pelletier, *La Canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006.

8. Voir aussi Roland Lardinois, « L'invention de Tocqueville », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 135, p. 76-87.

chez Gallimard *Les Étapes de la pensée sociologique*, et qu'il annexe Tocqueville au panthéon des pères fondateurs de la sociologie, il ne fait aucun cas de ses « difficiles » textes algériens publiés cinq ans plus tôt par le même éditeur. Dans ce contexte de l'après-guerre d'Algérie, Aron évoque bien la pensée coloniale de Tocqueville, mais c'est la lecture très critique des procédés de colonisation américains proposée par *De la démocratie en Amérique* qu'il convoque :

Les Espagnols lâchent leurs chiens sur les Indiens comme sur des bêtes farouches ; ils pillent le nouveau monde ainsi qu'une ville prise d'assaut, sans discernement et sans pitié ; mais on ne peut tout détruire, la fureur a un terme : le reste des populations indiennes échappées au massacre finit par se mêler à ses vainqueurs et par adopter leur religion et leurs mœurs. La conduite des Américains des États-Unis envers les Indiens respire au contraire le plus pur amour des formes et de la légalité. [...] Les Espagnols, à l'aide de monstruosité sans exemple, en se couvrant d'une honte ineffaçable, n'ont pu parvenir à exterminer la race indienne, ni même à l'empêcher de partager leurs droits ; les Américains des États-Unis ont atteint ce double résultat avec une merveilleuse facilité, tranquillement, légalement, philanthropiquement, sans répandre de sang, sans violer un seul des grands principes de la morale aux yeux du monde. On ne saurait détruire les hommes en respectant mieux les lois de l'humanité⁹.

Et Aron d'entendre là la voix originale de « l'humanitarisme d'un aristocrate » et la critique d'un humanisme de gauche (incarné par les Américains), cet humanisme républicain qui s'avère capable de tuer à bas bruit au moyen de la loi et du contrat tout aussi efficacement que les Espagnols tuèrent dans le fracas des armes :

Nous sommes souvent habitués en France à considérer que seuls les hommes de gauche sont des humanistes. Tocqueville aurait dit qu'en France les radicaux, les républicains extrêmes ne sont pas humanitaires, mais des révolutionnaires ivres d'idéologie et prêts à sacrifier des millions d'hommes à leurs idées¹⁰.

L'*excursus* d'Aron dans les territoires coloniaux de Tocqueville l'autorise *in fine*, au prix d'un choix de textes pour le moins sélectif, à

9. Tocqueville cité par R. Aron dans *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 239.

10. *Ibidem*.

renvoyer dos-à-dos un «humanisme de gauche» qui nourrirait sa pureté du sang des autres et une aristocratie rétrograde au profit d'une tierce et solitaire posture, celle de Tocqueville, humaniste et aristocrate, ainsi qu'anti-colonialiste pour la circonstance, comme nous l'avons vu. On comprend bien sûr que ce type de tour de passe-passe ait pu contribuer à faire glisser la relecture des textes algériens de Tocqueville du côté du sensationnalisme.

La redécouverte d'un Tocqueville colonialiste : entre contradiction et cohérence, entre justification et dévoilement

L'apothéose libérale de Tocqueville, à partir de la deuxième moitié du xx^e siècle, a contribué à faire du colonialisme de ses textes algériens des objets détonants, voire sulfureux. Leur analyse s'est donc construite autour d'une contradiction au sein de l'unité (supposée) – œuvre –, et non à partir de ce qu'ils recelaient en eux-mêmes de particulier en tant que «projet colonial». Pour l'essentiel, la question sous-tendant leur lecture semble se ramener à ceci : comment peut-on cautionner le colonialisme, et notamment ses aspects les plus immédiatement violents comme les *razzias* et autres exactions militaires à l'encontre des Algériens, et dans le même temps se faire le champion de la démocratie et des libertés ? À partir de ce questionnement, les perspectives critiques se polarisent schématiquement de la façon suivante : soit l'exposition d'une irréductible dualité tocquevillienne, soit la mise en évidence par-delà la tension apparente d'une forme de cohérence ; le tout, étant donné la sacralité libérale conférée à la figure de Tocqueville, parfois assujetti à des objectifs assez évidemment idéologiques.

Les premiers exégètes des textes algériens de Tocqueville sont ceux-là mêmes qui participent à sa «redécouverte» dans les années 1960. C'est en particulier le cas d'André Jardin. Celui-ci ne s'attarde pas sur les textes les plus «compromettants» et inaugure une stratégie de lecture qui fera long feu en interprétant le colonialisme tocquevillien dans les termes d'une dualité entre son «idéalisme» libéral et son «réalisme national¹¹». C'est cette voie qu'approfondissent un an après l'édition Gallimard et, en s'appuyant explicitement sur elle le premier commentateur américain de ces textes, Melvin

11. Jean-Jacques Chevallier, André Jardin, dans Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes*, t. III, *Écrits et Discours politiques*, op. cit., p. 30.

Richter, quand il affirme : la « position de Tocqueville à l'égard de l'Algérie était en contradiction avec *De la Démocratie*. Quand ce problème l'obligea à choisir, il plaça le nationalisme au-dessus du libéralisme¹²... ». Si Richter réclame de la sévérité à l'égard d'un des plus pénétrants et influents « théoricien politique » du XIX^e siècle, son droit d'inventaire écarte la mauvaise ivraie nationaliste du bon grain libéral, au nom d'une détermination toute théorique du libéralisme qui par principe excluait la colonisation. Cette grille de lecture tourne parfois explicitement au sauvetage du libéralisme tocquevillien. Ainsi, en 2004, *The Tocqueville Review / La Revue Tocqueville* – un organe fondé en 1979 qui met en relation des deux côtés de l'Atlantique le réseau des thuriféraires de Tocqueville publiait un article qui tout en décrivant Tocqueville comme écartelé entre le colonial et le libéral, arguait de la nécessaire historicisation de son colonialisme, pour que ce dernier cesse d'être une pièce à charge contre son libéralisme : « Tocqueville serait-il à juger sur la question algérienne [...] Ce serait un profond contresens, un jugement anachronique, car il faut restituer son action et sa pensée coloniale à son temps¹³. »

Cette intervention s'inscrit, il est vrai, dans le contexte de la polémique anti-libérale qu'alimentèrent à partir des années 1980 les textes algériens de Tocqueville ainsi que le parti pris de les lire dans la continuité de son engagement libéral. Ainsi, selon Tzvetan Todorov, le colonialisme de Tocqueville dévoilerait en réalité la vérité du libéralisme :

En défendant les droits des individus (et tout particulièrement leurs droits négatifs à la liberté) en même temps qu'il prône l'expansion coloniale, et donc la soumission des autres pays, Tocqueville reste cohérent avec lui-même. Le libéralisme à l'intérieur favorise – dans la sphère soustraite au contrôle social – les forts et les riches ; le libéralisme à l'extérieur, devenu nationalisme, en fait autant. [...] Le colonialisme de Tocqueville n'est que le prolongement international de son libéralisme¹⁴.

12. « Tocqueville's stand on Algeria was inconsistent with the Democracy. When this issue found him to choose, he placed nationalism above liberalism... » : Melvin Richter, « Tocqueville on Algeria », *Review of Politics*, Indiana, University of Notre Dame, juillet 1963, p. 364.

13. Nouredine Saadi, « Tocqueville et l'Algérie : le libéral et le colonial », *The Tocqueville Review / La Revue Tocqueville*, 2004, vol. 35, n° 2, p. 123.

14. Tzvetan Todorov, *De la colonie en Algérie*, op. cit., p. 27.

Si l'hypothèse de la cohérence ouvre de nouvelles perspectives interprétatives, il n'en reste pas moins que l'usage décontextualisé de la catégorie massive de « libéralisme » s'avère peu explicative et laisse par exemple de côté l'adhésion de socialistes saint-simoniens ou fouriéristes au projet colonial.

À l'écart de ces perspectives adverses, qui ont en partage une lecture qu'on qualifiera d'idéaliste du « libéralisme » parce qu'elle place à son point de départ l'affirmation d'une liberté intangible, des travaux anglo-saxons récents sur les libéraux et les colonies se sont efforcés, à l'aide d'une herméneutique fine des textes, de déjouer le piège des catégories préconstruites¹⁵. Ainsi Jennifer Pitts, après avoir montré de quelle façon le colonialisme était refusé par certains libéraux, établit-elle, concernant Tocqueville, que son colonialisme et son libéralisme se complètent dans la mesure où le premier est pour lui un moyen explicite de préserver le second¹⁶. Pour lutter en métropole contre le délitement de la cohésion politique nationale et les menaces que font peser sur la liberté politique des citoyens l'individualisme, Tocqueville croit en effet trouver une solution dans la recherche de la gloire et le sens de la vertu qu'est susceptible d'offrir le terrain colonial.

En montrant que le colonialisme ne découle pas nécessairement du libéralisme, mais peut s'en accommoder et même dans certains cas, comme chez Tocqueville, le renforcer, ces considérations restent toutefois assujetties à une problématique de la compatibilité entre libéralisme et colonialisme assez étrangère à la façon dont se pose la question d'une colonisation libérale pour les contemporains de Tocqueville. C'est à cette « façon » que nous allons ici brièvement essayer de revenir en nous efforçant de lire les textes algériens de Tocqueville, non pas comme les esquisses d'une théorie de la colonisation qu'il faudrait tenter de hisser au niveau de son grand œuvre libéral à des fins de confrontation, mais comme des guides pour l'action entièrement orientés par l'idée d'une pratique de gouvernement dont l'efficacité exigerait des économies qui, aux colonies, prennent un tour paradoxal.

15. Voir Uday S. Mehta, « Liberal strategies of exclusion », dans Ann Laura Stoler, Frederick Cooper (dir.), *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 59-85.

16. Jennifer Pitts, *A Turn to Empire. The Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2005.

Le problème de Tocqueville : face à « la colonisation factice », jusqu'où peut-on abandonner à ses propres efforts « la colonisation naturelle, spontanée » ?

Si l'idée d'une colonisation libérale s'avère problématique pour Tocqueville, ça n'est pas parce qu'il existerait une quelconque contradiction entre libéralisme et colonialisme qu'il lui faudrait ravauder, mais parce que cette idée implique de définir le degré précis de dépendance à l'État qui, tout en satisfaisant aux exigences militaires et sécuritaires indispensables à l'existence de la colonie, n'obère pas ses seules chances de survie en décourageant tout peuplement européen par l'asphyxie de toute liberté.

L'un des députés qui intervient lors des débats parlementaires de juin 1847, auxquels Tocqueville prend une part importante¹⁷, sur les crédits extraordinaires à allouer à l'Algérie, campe clairement les termes du problème. La ligne de clivage pertinente, pour les contemporains, passe entre les partisans d'une « colonisation factice » (comprendre une colonisation entièrement organisée par l'État), et ceux d'une « colonisation naturelle, spontanée » (comprendre une colonisation abandonnée à elle-même¹⁸). Mais Just de Chasseloup-Laubat de préciser ce clivage qu'il avoue trop simpliste :

Si l'on veut examiner avec soin, étudier tous ces systèmes dont on vante tant les avantages, on ne tarde pas à reconnaître que tous réclament plus ou moins le concours de l'État. L'État, tout d'abord, est mis en demeure d'assurer la sécurité, la viabilité, la salubrité. Ce n'est pas tout : on se réserve de faire appel encore à son concours, si des circonstances difficiles éclatent, si des besoins nouveaux se révèlent ; de sorte, qu'à vrai dire, le principe de la colonisation spontanée, naturelle, ne se retrouve au fond d'aucun de ces systèmes¹⁹...

Chasseloup-Laubat a raison de constater que parmi les adversaires de la colonisation factice comme Tocqueville, nul ne songe en réalité à une absolue non-intervention de l'État. Le libéralisme colonial en l'espèce ne désigne pas pour eux la pure liberté ou « l'abandon » des

17. Tocqueville est en effet nommé rapporteur de la commission chargée d'examiner « le projet de loi portant demande d'un crédit de 3 millions pour les camps agricoles de l'Algérie ».

18. Voir l'intervention du député Just de Chasseloup-Laubat, *Le Moniteur universel*, séance du lundi 7 juin 1847, p. 1464.

19. *Ibidem*.

colons, mais la détermination de l'intervention de l'État dans les proportions les plus réduites possibles.

Mais revenons aux projets de colonisation factice que Tocqueville combat. À la fin des années 1830, ils font florès et rencontrent deux chantres particulièrement influents : il s'agit d'une part du maréchal Bugeaud, Gouverneur Général de l'Algérie depuis 1840, qui de ce fait en est le personnage le plus puissant²⁰, et d'autre part du socialiste saint-simonien Prosper Enfantin, intégré à la Commission scientifique d'Algérie en 1839²¹. Si les projets des deux hommes se distinguent à de nombreux égards, ils s'accordent à dénoncer le tour incohérent pris par les premières années de colonisation, et à souhaiter la constitution d'une société coloniale européenne militarisée ou à tout le moins disciplinée, qu'elle soit constituée de vétérans ou de civils qu'on s'efforcerait d'organiser comme une « armée de travailleurs²² ». Pour des raisons institutionnelles évidentes, Bugeaud s'avère le plus dangereux adversaire ; c'est d'ailleurs son projet de loi sur la constitution de « camps agricoles » que Tocqueville est directement amené à combattre, comme rapporteur en 1847 ; et c'est en outre le gouvernement « si profondément illibéral » des militaires à la tête de l'Algérie qu'il ne cesse de combattre à partir de son accès à la Chambre.

Hostile à cette politique qui donne en Algérie presque tout pouvoir à l'armée, ainsi qu'à la recherche d'une quelconque pierre philosophale planificatrice, Tocqueville tente de découvrir « les conditions naturelles du succès » de la colonisation :

Il n'y a pas de problème qui ait tant préoccupé les esprits que celui de la colonisation de l'Algérie. Les écrits auxquels il a donné naissance sont presque innombrables.

Les auteurs de tous ces ouvrages, et le public lui-même ont paru croire que le succès de la colonisation de l'Afrique tenait à la découverte d'un certain secret qui n'avait point encore été trouvé jusque-là. Nous sommes portés à penser, messieurs, que c'est là une erreur : il n'y a pas en cette matière de secret à trouver, ou du moins le bon sens du genre humain a découvert depuis longtemps et divulgué celui qu'on cherche.

20. Le maréchal Bugeaud publie, dès 1838, *De l'établissement de légions de colons militaires dans les possessions françaises de l'Afrique*, un ouvrage dans lequel il se montre favorable à une colonisation de vétérans inspirée du modèle romain ; il reprend cette idée en 1842 dans *L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*.

21. Prosper Enfantin, *Colonisation de l'Algérie*, Paris, P. Bertrand, 1843.

22. *Ibidem*, p. 292.

Il ne faut pas imaginer que la méthode à suivre pour faire naître et développer les sociétés nouvelles, diffère beaucoup de celle qui doit être suivie pour que les sociétés anciennes prospèrent. Voulez-vous attirer et retenir les Européens dans un pays nouveau ? Faites qu'ils y rencontrent des institutions qu'ils trouvent chez eux ou celles qu'ils désirent y trouver ; que la liberté civile et religieuse y règne ; que l'indépendance individuelle y soit assurée ; que la propriété s'y acquière facilement et soit bien garantie ; que le travail y soit libre, l'administration simple et prompte, la justice impartiale et rapide ; les impôts légers, le commerce libre ; que les conditions économiques soient telles qu'on puisse facilement s'y procurer l'aisance et y atteindre souvent la richesse ; faites, en un mot, qu'on y soit aussi bien, et, s'il se peut, mieux qu'en Europe, et la population ne tardera pas à y venir et s'y fixer. Tel est le secret, messieurs, il n'y en a point d'autres²³.

Le ressort de toute colonisation repose en effet, Tocqueville y insiste particulièrement, sur deux piliers principaux : accorder d'une part aux colons européens les « garanties » contre les abus du pouvoir et certaines des libertés dont ils jouissent en Europe pour les attirer vers des zones qui sans cela resteront répulsives, et favoriser d'autre part leur enrichissement en autorisant le libre commerce avec la France, alors que jusqu'à présent la production algérienne, sans débouchés en France, a surtout servi de manne à bon marché aux militaires. On le voit, Tocqueville se refuse à penser la colonisation à l'écart des grands *topoi* du libéralisme. Cette injonction à la « normalisation » de la situation algérienne ne signifie toutefois pas pour autant qu'il néglige la particularité de cette situation. Il admet ainsi que la liberté des colons a un coût sécuritaire et accouche d'exceptions : « La société française d'Afrique doit être tenue dans une condition exceptionnelle, dit-on. D'accord. Mais encore est-il nécessaire d'indiquer à l'avance et d'une manière permanente en quoi l'exception doit consister et où se continue la règle²⁴. » Ainsi, « le bon régime colonial » appelé par Tocqueville de ses vœux ne consiste pas à éradiquer l'exception, mais à la circonscrire et à organiser une intermitte-
tence contrôlée de l'État de droit.

23. « Rapport fait par M. de Tocqueville sur le projet de loi portant demande d'un crédit de 3 millions pour les camps agricoles de l'Algérie », dans Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes*, t. III, *Écrits et Discours politiques*, op. cit., p. 404.

24. *Travail sur l'Algérie (oct. 1841)*, dans Tocqueville, *Sur l'Algérie*, op. cit., p. 255.

La réflexion menée par Tocqueville sur la nature de l'exception coloniale – on pourrait s'en étonner – porte essentiellement sur sa signification pour le colonat, et pas sur le sort réservé aux indigènes. De fait, on a pu constater avec raison que les indigènes étaient presque absents des préoccupations de Tocqueville²⁵, ou plus exactement qu'ils étaient envisagés sous l'angle assez pauvre du seul obstacle à la domination qu'ils pouvaient constituer (les vaincre une bonne fois pour toute, et les tenir tranquilles soit en reprenant les recettes éprouvées de l'Empire ottoman, soit en s'appuyant sur leurs chefs traditionnels), et que le cœur de sa réflexion portait sur la colonisation européenne de l'Algérie. C'est l'adoption de ce point de vue que Bugeaud reproche «aux criaileries de la presse, aux écrits des rêveurs comme les Beaumont et les Tocqueville», lui pour qui la colonisation européenne s'avère en réalité tout à fait secondaire rapportée aux problèmes posés par la question indigène :

On croit généralement que l'administration des quatre-vingt-dix mille Européens de toutes les nations est la chose principale. Je place en première ligne notre domination sur les Arabes sans laquelle il n'y a ni sécurité pour la population européenne, ni progrès de la colonisation; en deuxième ligne, et pour les mêmes motifs, le gouvernement et l'administration des Arabes; en troisième ligne, la colonisation et l'administration des Européens²⁶.

L'utopie libérale de Tocqueville tiendrait selon Bugeaud à sa trop exclusive polarisation sur le colonat européen, polarisation dont la présence des indigènes et leurs résistances ne cesseraient de dénier la pertinence.

Le point qui a défrayé la chronique du Tocqueville algérien est pourtant son approbation de la stratégie militaire de Bugeaud : pour vaincre un pays qui n'a pas d'armée réellement identifiable, il faut s'attaquer à la population civile algérienne. L'acceptation des horreurs de la guerre induite par cette stratégie n'équivaut pas à un soutien au projet politique de Bugeaud pour l'Algérie – projet auquel Tocqueville

25. Présentation de Seloua Luste Boulbina, dans Tocqueville, *Sur l'Algérie*, op. cit., p. 34.

26. Lettre à Genty de Bussy, 30 mars 1847, citée par Jean-Pierre Bois, *Bugeaud*, Paris, Fayard, 1997, p. 487.

s'oppose fondamentalement – mais manifeste la foi dans l'efficacité d'une telle méthode pour terminer rapidement la conquête, et ainsi parvenir à terme à un allègement du poids de l'État et de l'armée. Ne pas « enfumer », par exemple, c'est faire durer la guerre et l'insécurité des colons, donc s'exposer à pérenniser le pouvoir des militaires en Algérie, soit un régime liberticide qui décourage les colons européens. *Razzias* et enfumades ne sont pas le seul apanage d'un gouvernement militaire autoritaire, mais s'intègrent selon Tocqueville à la gamme des moyens paradoxaux que, sans perdre de vue l'objectif d'une déflation de ses pouvoirs, doit employer un gouvernement libéral dans une stratégie de long terme.

En proposant d'aborder la liberté dans les régimes libéraux non comme un préalable, mais comme le résultat d'une fabrication reposant notamment sur les dispositifs sécuritaires qui rendent possible cette liberté en la limitant²⁷, Michel Foucault nous permet non seulement de comprendre que l'exclusion et la répression des indigènes constituent le contrepoids indispensable d'un gouvernement colonial libéral fondé sur le peuplement européen, mais encore que Tocqueville puisse considérer le massacre comme un exutoire s'il est intégré au calcul d'un moindre coût gouvernemental ultérieur.

27. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, op. cit., p. 66.